

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MSSA S.A.S.**

Usine de Pomblière  
111, rue de la Volta  
73600 Saint-Marcel

Références : [20260408-RAP-InspectionMSSA-ExploisonFut\\_PRA](#)  
Code AIOT : 0006104473

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement MSSA S.A.S. implanté Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 08/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à l'incident du 6 avril 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MSSA S.A.S.
- Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0006104473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement MSSA à Saint-Marcel est spécialisé dans la fabrication de sodium, de lithium et de chlore (coproduit issu de l'électrolyse). Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral cadre du 23 septembre 1999 modifié.

Le procédé peut être décrit de manière simplifiée en plusieurs étapes principales :

- réception, stockage et séchage du sel ;
- électrolyse du sel dans deux salles (EL1 et EL2) qui permet la production de sodium, de lithium et qui génère la production de chlore gazeux ;
- purification et conditionnement du sodium ;
- traitement du chlore gazeux et transfert à l'usine haute pour liquéfaction et remplissage des emballages (wagons, isoconteneurs ou bouteilles).

**Contexte de l'inspection :** Incident du 6 avril 2026

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	déclaration d'incident	Code de l'environnement , Article R512-69	Demande d'action corrective	Dans les plus brefs délais
1	mesures envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire	Code de l'environnement , Article R512-69	Demande d'action corrective	15 jours
1	mesures envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire	Code de l'environnement , Article R512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait suite à l'incident du 6 avril 2026 (réaction explosive entre des résidus de sodium stockés dans un container daté de 2007 et de l'eau infiltrée par un toit corrodé après un orage).

Bien que rapidement maîtrisée par les équipes d'intervention (ESI), cette réaction a provoqué une montée en température à 38,4°C, des projections de soude caustique et une déformation du container, sans toutefois entraîner de conséquences humaines ou environnementales. L'empilement des containers et l'absence de protection efficace contre l'humidité ont été identifiés comme des facteurs aggravants, révélant des vulnérabilités structurelles dans la gestion des containers de sodium et lithium présents sur le site.

Les mesures immédiates prises par MSSA, telles que le transfert des fûts intacts vers un nouveau container et le traitement prioritaire des résidus réactifs, sont nécessaires mais insuffisantes pour garantir une sécurité durable.

Une inspection approfondie des toits des autres containers, idéalement par drone, a été demandée dans un délai de 15 jours. L'étude de solutions comme les sècheurs d'air ou les bâches doit être envisagée. L'exploitant doit effectuer la télédéclaration de l'accident et transmettre un rapport

détaillé à la DREAL dans les plus brefs délais, conformément aux exigences réglementaires.

Cet incident, bien qu'aux conséquences mineures, s'inscrit dans une série de phénomènes récurrents liés à la réactivité des résidus de sodium et lithium avec l'humidité, soulignant l'urgence d'une gestion plus rigoureuse des stocks. La réduction progressive des fûts (objectif de 2 200 en août 2026) et l'adoption de solutions techniques pérennes contre l'humidité seront essentielles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement , article Article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'incident du 6 avril 2026 est lié à une réaction accidentelle entre de l'eau et du sodium (métal alcalin avec un seul électron sur sa couche externe ce qui explique sa forte réactivité par réduction de la molécule d'hydroxyde (OH-)) selon la réaction primaire :</p> $2 \text{ Na (sodium)} + 2 \text{ H}_2\text{O (eau)} \rightarrow 2 \text{ NaOH (soude caustique)} + \text{H}_2 \text{ (hydrogène)} + \text{Énergie.}$ <p>Cette réaction s'auto-entretient avec cet apport d'énergie :</p> $\text{Énergie} + 2 \text{ Na} + 2 \text{ H}_2\text{O} \rightarrow 2 \text{ NaOH} + \text{H}_2 + \text{Énergie}$ <p>puis s'emballe de manière explosive. Cette réaction se caractérise par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>une forte exothermicité</b> (<math>\Delta H = -368 \text{ kJ/mol}</math>) : La réaction libère une grande quantité de chaleur (jusqu'à 1 000°C localement), pouvant enflammer l'hydrogène produit ou propager la réaction aux matériaux environnants.</li><li>• <b>une production d'hydrogène (H<sub>2</sub>)</b> : Gaz hautement inflammable dès 500°C (risque d'explosion si confinement ou étincelle) pouvant être à l'origine de surpression en milieu confiné et de "détonations".</li><li>• des projections possibles de soude.</li></ul> <p>L'incident s'est produit le 6 avril 2026 à 01 h 45 sur le "parc des containers".</p>

## 1. Déroulement de l'incident

Le 6 avril 2026, à 01h45, une réaction chimique s'est produite à l'intérieur du container **2091**, situé sur le parc à containers de sodium (Na) et de lithium (Li) de l'usine MSSA à Saint-Marcel. Ce container, datant de 2007 et contenant environ une centaine de fûts de résidus de sodium, était empilé en hauteur sur un autre container.

L'alerte a été donnée par un opérateur du poste Vanadium après qu'une ou deux détonations (peut être liée à une explosion hydrogène) aient été entendues, suivies d'une projection de soude autour du container et d'une déformation de sa structure.

L'origine la plus probable de cet incident est une infiltration d'eau due à la corrosion du toit du container, favorisée par un orage survenu dans la nuit du 5 au 6 avril.

La réaction entre le sodium et l'eau a provoqué une montée en température initiale à 38,4°C, rapidement maîtrisée par les équipes d'intervention.



*Container déformé par l'explosion*

Aucune victime ni dommage matériel significatif n'a été recensé, mais cet événement s'inscrit dans une série d'incidents récurrents liés à la réactivité des résidus de sodium et de lithium stockés sur le site.



*Intervention des ESI*

La chronologie des interventions a montré une réaction rapide des équipes internes. Le cadre d'astreinte et les Équipers Seconde Intervention (ESI) ont été alertés à 02h37 et sont intervenus sur place, permettant une stabilisation de la situation dès 03h04, avec une température redescendue à 15°C. Les autorités externes, dont les pompiers et la DREAL, ont été informées. Les pompiers (officier de liaison) et les gendarmes se sont déplacés sur le site.

## **2. Analyse des Causes et des Risques Associés selon l'exploitant**

L'incident trouve son origine dans la dégradation du container 2091, dont le toit corrodé a permis une infiltration d'eau lors de l'orage du 6 avril. Cette eau a réagi avec les résidus de sodium, provoquant une réaction exothermique avec production d'hydrogène et des projections de soude. Bien que l'effet domino ait été écarté, au moins deux ou trois fûts ont été impliqués dans la réaction.

### **Avis de l'inspection**

Les risques identifiés lors de cette inspection sont multiples. Tout d'abord, le stockage de containers de sodium sur le parc, dont certains datent de plusieurs années, représente un danger constant en raison de la réactivité de ces métaux avec l'humidité.

Bien que MSSA doive passer sous les seuils de l'arrêté préfectoral en août 2026 avec un stock réduit à 2 200 fûts, la gestion des containers existants reste précaire.

De plus, l'empilement des containers aggrave les risques, car une corrosion ou une infiltration en hauteur n'est pas visible.

Un autre point critique est l'absence de mesures préventives efficaces contre l'humidité. Les bâches plastiques, bien qu'envisagées pour les containers endommagés, ne sont pas systématique. De même, une ventilation généralisée a été jugée trop complexe à mettre en œuvre par MSSA. Ces lacunes exposent le site à des incidents similaires, surtout en période de pluies ou de variations fortes de températures entre le jour et la nuit.

Enfin, la méconnaissance de la provenance exacte des résidus de sodium (refonte, purge, ou autres) complique l'évaluation des risques et la mise en place de protocoles de stockage adaptés.

## **3. Mesures Prises par l'exploitant et Actions en Cours**

Suite à l'incident, MSSA a engagé plusieurs actions correctives. Le container 2091 a été descendu au sol, et les fûts non endommagés ont été transférés dans un container neuf. Les fûts les plus réactifs seront traités en priorité dans les trois semaines à venir, selon une procédure encadrée par les ESI. Cette procédure inclut une aspiration de la soude projetée, l'application de carbonate de sodium pour neutraliser les résidus, une phase de stabilisation de 24 heures, puis un brûlage contrôlé.

Une inspection visuelle des toits des autres containers sera réalisée dès que possible, idéalement à l'aide d'une nacelle ou d'un drone, afin de détecter d'éventuelles corrosions ou faiblesses structurelles.

MSSA s'est également engagé à étudier la pose de bâches sur les containers les plus vulnérables.

Un rapport détaillé sera transmis à la DREAL dans les 24 heures suivant l'inspection, conformément aux exigences réglementaires. Ce document devra inclure une analyse de l'incident, les mesures correctives mises en place, ainsi qu'un plan d'action pour prévenir de futurs événements similaires.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de réduire significativement les risques liés au stockage des résidus de sodium et de lithium, plusieurs demandes sont formulées :

### **Dans les meilleurs délais :**

Procéder à la déclaration de l'accident et la transmission du rapport à l'inspection sous forme

dématérialisée d'une téléprocédure..

Il a été constaté l'état très dégradé de fûts de lithium. (voir la photo ci-dessous). Une inspection visuelle de l'état du container devra également être réalisée sans délai.



#### **Sous 15 jours**

Il est impératif de procéder à une inspection exhaustive de l'ensemble des toits des containers, en priorisant ceux datant de plus de dix ans, comme le container 2091. L'utilisation d'un drone (ou d'une nacelle), comme suggéré lors de l'inspection, permettrait une évaluation rapide et sécurisée des toits. Cette inspection devra être réalisée dans les **15 jours** suivant la date de ce rapport. Par ailleurs, les équipes devront être particulièrement vigilantes après chaque épisode pluvieux, avec des rondes de contrôle renforcées.

#### **Sous un mois**

MSSA devra évaluer des solutions techniques pour limiter l'exposition des containers à l'humidité (par exemple : bâches, revêtements anti-corrosion sur les toits ou l'installation de systèmes de déshumidification localisés...). Une étude de faisabilité devra être menée en collaboration avec des experts en stockage de matières réactives.

Il est également essentiel de clarifier la provenance et la nature des résidus de sodium stockés sur le site. Cette information permettra d'adapter les protocoles de stockage et de traitement en fonction des spécificités chimiques des déchets. Une traçabilité devra être mise en place.

#### **Observation :**

La réduction progressive des stocks de sodium et de lithium, conforme à l'objectif de passer, en août 2026, sous les seuils de l'arrêté préfectoral devra être maintenue. Une stratégie de traitement accéléré des fûts les plus anciens devra être élaborée pour minimiser les risques liés au vieillissement des containers.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> dans les plus brefs délai, 15 jours et 1 mois